

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Strasbourg, le 18 décembre 2023

CDDG(2023)22

**COMITÉ EUROPÉEN SUR LA DÉMOCRATIE ET LA GOUVERNANCE  
(CDDG)**

**RAPPORT DE LA 18<sup>e</sup> RÉUNION PLÉNIÈRE**

**23-24 novembre 2023, Strasbourg**

Note du Secrétariat  
établie par la  
Direction Générale de la Démocratie et de la Dignité Humaine  
Division de la gouvernance démocratique

---

## I. Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour

1. Paul Rowsell (Royaume-Uni), Président du CDDG, ouvre la réunion et souhaite la bienvenue aux nouveaux membres d'Autriche, de Belgique et de Malte. La liste des participants figure à l'Annexe 1. Le Comité adopte son ordre du jour (document CDDG(2023)OJ2) tel qu'il figure à l'Annexe 2.

2. Le président fait référence à la lettre qu'il a récemment envoyée à tous les membres du CDDG, attirant l'attention sur la possibilité que la 18<sup>e</sup> réunion soit la dernière.

## II. Suivi du quatrième sommet

3. Le CDDG a un échange de vues avec l'Ambassadrice Svetlana Geleva, Présidente du GR-DEM ; Mathieu Mori, Secrétaire Général du Congrès ; et Claudia Luciani, Directrice de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance, sur les décisions prises à la suite du 4<sup>e</sup> Sommet du Conseil de l'Europe et leur impact sur les activités et les structures internes du Secrétariat ;

4. L'ambassadrice Geleva explique qu'à la suite du 4<sup>e</sup> Sommet, une série de changements étaient prévus tant au niveau des activités intergouvernementales que des structures du Secrétariat. Un nouveau comité - le Comité directeur sur la démocratie (CDDEM) - sera établi dès l'année prochaine, avec l'adoption par le Comité des Ministres du programme et du budget pour 2024-2027 lors de sa 1481<sup>e</sup> (budget) réunion du 21-23 novembre, y compris le mandat du CDDEM qui comprend des références au thème de la gouvernance et un certain nombre de tâches spécifiques qui permettraient au nouveau comité de valoriser le travail du CDDG, qui cessera d'exister.<sup>1</sup>

5. Claudia Luciani et Mathieu Mori indiquent que la réforme administrative interne comprendra le transfert du Centre d'expertise pour la bonne gouvernance (CEBG) vers la structure du Secrétariat du Congrès, tout en étant directement responsable envers le Comité des Ministres. M. Mori assure les membres du CDDG que le CEBG conservera son indépendance et continuera de mener ses activités et mettre en œuvre ses programmes de coopération. Cette réforme visait à rationaliser les activités liées à la gouvernance locale et à améliorer la visibilité pour les parties prenantes et les pays bénéficiaires de projets. Au cours de la discussion qui suit, les membres demandent des éclaircissements sur des aspects spécifiques de ces réformes et renouvellent leur satisfaction quant au soutien apporté dans le cadre des projets et programmes.

6. Le CDDG prend note des informations et, lors de la clôture des discussions sur ce point, il exprime l'espoir que le CDDEM sera en mesure de s'appuyer sur l'héritage du CDDG et que les activités qui se sont avérées fructueuses, telles que le label ELoGE et les évaluations par les pairs - menées jusqu'à présent en étroite coopération entre le CDDG et le CEBG - seront poursuivies.

---

<sup>1</sup> Voir <https://rm.coe.int/0900001680ac229f> et le mandat du CDDEM: [https://search.coe.int/cm/Pages/result\\_details.aspx?ObjectId=0900001680ad763d](https://search.coe.int/cm/Pages/result_details.aspx?ObjectId=0900001680ad763d)

### III. Information de la présidence

7. Le président donne un aperçu de la 26e réunion du Bureau (Strasbourg, 19-20 octobre 2023), en se référant au rapport de la réunion concernant le contenu de ses discussions sur les réformes prévues, l'examen des documents de travail, la contribution du CDDG à l'édition de cette année du Forum mondial de la démocratie (document [\[CDDG-Bu\(2023\)10\]](#)). Le CDDG prend note de ces informations.

### IV. Plan de travail 2023

#### Rapports finaux sur la gouvernance multiniveaux et l'administration publique verte

8. Peter Andre (Autriche), Président du groupe de travail sur la gouvernance (GT-G) et Markku Mölläri (Finlande), Président du groupe de travail sur l'administration publique verte (GT-A), présentent une rétrospective des travaux menés depuis la 17e réunion plénière concernant la rédaction des rapports sur la gouvernance multiniveaux et sur l'administration publique verte. Des réunions informelles supplémentaires ont été organisées au cours de l'été afin de progresser et de finaliser les projets en vue de leur possible adoption lors de la 18<sup>e</sup> réunion. Les groupes de travail ont été assistés par deux experts consultants, M. Louis Meuleman et Mme Ingeborg Niestroy, codirecteurs de [www.ps4sd.eu](http://www.ps4sd.eu).

9. Après avoir examiné le projet de rapport sur la gouvernance multiniveaux (document [\[CDDG\(2023\)12\]](#)) et le projet de rapport sur l'administration publique verte (document [\[CDDG\(2023\)13\]](#)), le CDDG les adopte, avec quelques amendements mineurs. Le Président souligne que le rapport sur la gouvernance multiniveaux doit être considéré comme un premier flux de travail dans ce domaine et que le mandat du futur CDDEM ferait référence à la préparation d'une Recommandation du Comité des Ministres sur le sujet, reprenant ainsi une tâche du CDDG qu'il n'aura pas eu la possibilité de mettre en œuvre.

10. Le CDDG convient également de rendre accessibles en ligne les recueils de réponses aux questionnaires utilisés pour les deux rapports, et invite les membres qui ne souhaitent pas que leurs réponses soient incluses, ou qui souhaitent soumettre des corrections, à en informer le Secrétariat avant le 1<sup>er</sup> décembre 2023.

#### Autres activités

11. Le Secrétariat présente ensuite un mémorandum (document [\[CDDG\(2023\)14\]](#)) faisant le point sur toutes les activités du CDDG menées et qui auraient été achevées à la fin de la première moitié de la [période quadriennale actuelle 2022-2025](#). Le CDDG note avec satisfaction que la plupart des missions principales ont été traitées et que cinq des huit principaux livrables auront été mis en œuvre à l'issue de la réunion, avec l'adoption des deux rapports sur la gouvernance multiniveaux (livrable 6) et sur l'administration publique verte (livrable 3).

12. Le Secrétariat présente un autre document ([\[CDDG\(2023\)14 Addendum\]](#)) énumérant les réalisations du CDDG depuis sa création en 2014. Le CDDG prend note des informations et convient que ce document sera soumis pour information au Groupe de rapporteurs sur la démocratie, en même temps que le rapport abrégé de la réunion, la lettre récente du Président à tous les membres du CDDG et d'autres documents.

13. Le CDDG se voit aussi présenter des informations des membres concernant l'utilisation, la mise en œuvre, la diffusion et la traduction de la Recommandation (2023)5 sur les principes de bonne gouvernance démocratique (et son exposé des motifs) et de la Recommandation (2023)6 sur la démocratie délibérative, qui ont toutes deux été adoptées par le Comité des Ministres lors de la réunion des Délégués des Ministres du 6 septembre 2023 (1473e). Le Secrétariat rappelle que toutes les traductions supplémentaires (non officielles) fournies par les Etats membres seront rassemblées sur le site web du Comité des Ministres et rendues disponibles à partir de là, pour référence future, sur d'autres sites web du Conseil de l'Europe (ceux du CEGG et éventuellement du CDDEM à l'avenir). Le Président souligne que l'adoption de ces deux instruments, finalisés en 2023 par le CDDG, était opportune étant donné l'accent mis par le Sommet de Reykjavik sur les moyens de remédier au recul de la démocratie et sur la proclamation de critères de démocratie : « Déclaration des principes de Reykjavík pour la démocratie », figurant en Annexe III à la déclaration finale<sup>2</sup>.

## **V. Activités sur la démocratie et la gouvernance - Comité des Ministres et autres instances du Conseil de l'Europe**

14. Le CDDG entend une présentation de Jānis Kārkliņš, Ambassadeur de Lettonie, et des informations fournies par la délégation lettone, sur les activités et les réalisations dans le cadre de la récente présidence lettone du Comité des Ministres (mai-novembre 2023). Les trois priorités ont été l'État de droit, la liberté d'expression et les réformes issues du 4e Sommet. Parmi la vingtaine d'événements organisés sous cette présidence, une conférence sur la bonne gouvernance démocratique s'est tenue en mai à Riga, couplée à la première cérémonie en Lettonie de remise de la distinction ELoGE en coopération avec le Centre d'expertise. Des réunions informelles ont également été organisées par le Comité des Ministres sur l'impact potentiel des réalités immersives (telles que le Metaverse) sur les droits humains, la primauté du droit et la démocratie, ainsi que sur les causes profondes du recul démocratique. Ce dernier point, en particulier, suscite des commentaires et des questions lors de l'échange de vues qui suit. La délégation néerlandaise indique que des recherches ont été lancées sur le sujet aux Pays-Bas et qu'elle rendrait compte des résultats dès qu'ils seraient disponibles.

15. Le Secrétariat fournit des informations complémentaires sur les priorités de la présidence actuelle du Lichtenstein (novembre 2023-mai 2024) et le membre lituanien donne des informations préliminaires sur certains projets futurs, notamment l'organisation d'une conférence à Vilnius sur la gouvernance multiniveaux et la résilience en septembre 2024.

---

<sup>2</sup> Lien vers le dossier et la déclaration finale : <https://www.coe.int/en/web/portal/fourth-council-of-europe-summit>

16. Le Secrétariat revient sur la récente 11e édition du Forum mondial de la démocratie (6-8 novembre 2023), que le CDDG a soutenu en parrainant avec la Région Grand Est de France un *forum talk* sur la contribution de la coopération transfrontalière à la construction de la paix et de la démocratie. Les conclusions générales du Forum seront bientôt disponibles et en attendant, les débats peuvent être visionnés en replay sur [Forum mondial de la Démocratie - world-forum-democracy \(coe.int\)](https://www.coe.int/en/web/world-forum-democracy). Le thème de l'édition 2024 sera déterminé en février 2024 par le groupe de pilotage du Forum.

17. Le CDDG a un échange de vues avec Gerhard Ermischer, Président de la CINGO, sur les réalisations en 2023 et les priorités générales actuelles du Conseil de l'Europe concernant la participation et le rôle de la société civile après le Quatrième Sommet. Le Secrétariat fait référence à la première consultation du Secrétaire Général avec la société civile, qui s'est tenue le 15 septembre. Les résultats alimenteront une feuille de route pour les actions futures à entreprendre par le Conseil de l'Europe afin de renforcer les interactions entre les activités de l'organisation et la société civile. Le CDDG prend note des informations ci-dessus.

18. Le CDDG entend une mise à jour, suivie d'un échange de vues, de Kristian Bartholin, Secrétaire du Comité sur l'intelligence artificielle (CAI), sur les progrès concernant la rédaction de la convention-cadre sur l'intelligence artificielle. Après quelques réunions supplémentaires, le projet sera finalisé en mars 2024 et sera ouvert à la signature à l'occasion du 75e anniversaire du Conseil de l'Europe, qui se tiendra à Londres en mai 2024. Les informations fournies font référence à l'inclusion récente de certaines des suggestions du CDDG visant à accorder, entre autres, plus d'importance à l'impact de l'IA sur le fonctionnement démocratique des institutions. Le CDDG en prend note avec satisfaction.

## **VI. Partager l'expérience pour promouvoir la bonne gouvernance démocratique**

19. Le CDDG a un échange de vues avec Arbjan Mazniku, Ministre d'État pour le gouvernement local de l'Albanie, sur la gouvernance locale et les réformes de décentralisation menées au cours des 10 dernières années avec le soutien du CEBG et les changements futurs prévus impactant la gouvernance multiniveaux entre le gouvernement central et le gouvernement local. Ces changements ont été motivés par l'intégration européenne, l'impact de l'augmentation du tourisme sur les infrastructures municipales et la nécessité d'améliorer les services au niveau local. Ils ont également été motivés par la nécessité de faire face à l'urbanisation croissante et d'améliorer les capacités et les compétences des employés municipaux.

20. Le CDDG a également un échange de vues, par visioconférence, avec Vitaliy Bezhin, membre du Parlement ukrainien, président de la sous-commission sur l'organisation administrative et territoriale et l'autonomie locale (commission parlementaire sur l'autonomie locale, le développement régional et l'urbanisme). Il évoque les récents développements des réformes territoriales et administratives dans le contexte de la guerre, y compris la coopération avec le CEGG. Lors de la clôture de l'échange, le Comité réitère son soutien à l'Ukraine.

21. Bianca Brétéché, Cheffe adjointe du programme OCDE-SIGMA, fait une [présentation](#) sur la récente révision et mise à jour des [Principes de l'administration publique](#) (publiés pour la première fois en 2014), qui ont été lancés et promus lors d'une récente conférence de haut niveau le 6 novembre 2023 à Paris. La mise à jour a permis d'intégrer les nouvelles normes de l'UE et de l'OCDE, les nouvelles réalités et l'expérience de mise en œuvre, et de mettre davantage l'accent sur les sujets émergents tels que l'innovation, la numérisation, les données ouvertes, les modalités de travail flexible. Le thème de la gouvernance multiniveaux a été inclus dans l'édition mise à jour. Au cours de la discussion qui suit, les participants soulignent la pertinence de la publication pour certaines de leurs réformes et activités nationales, et fournissent des informations sur les projets menés en coopération avec SIGMA.

22. Le Secrétariat rappelle le travail de mise à jour similaire actuellement mené par le Comité de coopération juridique (CDCJ) du Conseil de l'Europe concernant le [Manuel « L'administration et vous »](#), un document qui expose et explique les principes substantiels et procéduraux du droit administratif concernant les relations entre les individus et les autorités publiques, avec des commentaires étayés par des références aux instruments juridiques du Conseil de l'Europe.

23. D'autres rapports oraux sur des développements et des réformes d'actualité sont présentés par le vice-ministre de l'administration territoriale et des infrastructures d'Arménie, ainsi que par des délégués de Belgique (Flandres), de Chypre, de Finlande, d'Italie et de Lituanie. Ils concernent notamment l'état actuel des réformes territoriales et administratives (fusions de municipalités, décentralisation), le fonctionnement de la gouvernance multiniveaux et les projets mis en œuvre en coopération avec le Centre d'expertise, y compris en ce qui concerne le Label européen d'excellence en matière de gouvernance (ELoGE).

24. Le professeur Alexander Balthasar, Vice-Président pour l'Europe occidentale de l'Institut international des sciences administratives (IIAS, basé à Bruxelles) [présente](#) l'IIAS et ses activités, y compris les domaines de coopération possible avec les activités du Conseil de l'Europe dans le domaine de la démocratie et de la gouvernance. Cette association internationale de droit belge fondée en 1930 comprend des sections/associations nationales (composées de praticiens et de membres du monde universitaire). Les objectifs sont de faciliter i) la coopération entre les praticiens du secteur public et les universitaires et ii) un échange de vues global impliquant également les États/systèmes n'adhérant pas aux modèles classiques de démocratie. Le champ d'activités, à l'origine européen, est désormais mondial, l'objectif principal étant la promotion de la science administrative en général, y compris en relation avec des sujets particulièrement pertinents pour le CDDG, tels que l'administration publique, le fonctionnement des gouvernements et la bonne gouvernance, les formes participatives et délibératives de la démocratie. Les travaux récents sur les principes de bonne gouvernance démocratique et de démocratie délibérative revêtent une importance particulière pour l'IIAS. Au cours de l'échange qui suit, les participants s'enquêtent d'informations et points de vue sur l'expérience en matière d'administration publique verte et de gouvernance multiniveaux, sur la manière dont l'IIAS voit le potentiel d'évolution des idées et des mouvements d'extrême droite en Europe, parmi d'autres sujets.

## **VII. Examen de la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec(2017)5 sur le vote électronique et les lignes directrices du Comité des Ministres sur l'utilisation des TIC**

25. Rasto Kuzel, expert du Conseil de l'Europe, [présente](#) les résultats du questionnaire et les principales conclusions de la conférence « Vote électronique et utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les élections : faire le point et aller de l'avant » du 16 juin 2023<sup>3</sup>. La majorité des pays répondants n'utilisent toujours pas le vote électronique et n'envisagent pas de l'introduire - malgré les avantages potentiels en termes d'économies financières, d'accès au vote des électeurs éloignés, de lutte contre les niveaux élevés d'abstention, entre autres. Cette situation s'explique principalement par des préoccupations liées à la cybersécurité et à la manipulation, au secret du vote, aux coûts initiaux et au maintien de la confiance du public.

26. Le Comité débat de ces craintes et il est notamment souligné la nécessité d'une introduction progressive des TIC, avec des tests préélectorales, des actions de sensibilisation et d'éducation des électeurs, ainsi que des évaluations des processus. Des réunions régulières d'examen de la mise en œuvre de l'actuelle Recommandation CM/Rec(2017)5 restent nécessaires pour adapter les normes à l'évolution des technologies et faciliter l'échange d'expériences et de bonnes pratiques.

27. Le Secrétariat de la Division des élections et de la démocratie participative fournit des informations sur les événements récents et à venir liés aux élections, tels que la conférence « Rôle des centres de formation électorale » (Strasbourg, 28-29 novembre), avec la participation d'experts et d'acteurs du Conseil de l'Europe traitant des questions électorales [note du Secrétariat du CDDG : voir également le portail unique récemment créé pour toutes les activités du Conseil de l'Europe liées aux élections : [Les élections : le rôle du Conseil de l'Europe. - Elections \(coe.int\)](#)].

28. Au cours du débat qui suit, la délégation de l'Estonie évoque l'expérience réussie et l'utilisation généralisée du vote électronique par le pays depuis 2005, et le fait que plus de 50 % des électeurs l'utilisent désormais (le vote par téléphone portable est actuellement en cours de développement). La délégation chypriote confirme que les raisons mentionnées dans la présentation et lors de la conférence de juin avaient également prévalu dans le choix de Chypre de ne pas introduire le vote électronique, en particulier les préoccupations et les risques particuliers liés à l'ingérence étrangère.

29. La délégation néerlandaise rappelle que, dans son pays, il est possible de voter dans un certain nombre d'endroits en dehors des bureaux de vote classiques, notamment dans les gares routières et les hôtels, ce qui pourrait être problématique dans d'autres pays où les pressions exercées sur les électeurs (en dehors des bureaux de vote) sont une réalité.

30. À l'issue des discussions, il est considéré que les futurs examens devraient éventuellement utiliser davantage d'études de cas et examiner les défis spécifiques liés à l'intelligence artificielle, par exemple en ce qui concerne les faux messages et matériels de campagne (*deep fake*) assistés par l'intelligence artificielle. Le Secrétariat rappelle également que la Recommandation CM/Rec (2017)5 donne des lignes directrices à suivre uniquement dans la mesure où un pays déciderait d'introduire le vote électronique, en fonction des spécificités nationales.

<sup>3</sup> [Lien vers la conférence, le programme et les conclusions](#)

31. Le CDDG prend note des informations fournies sous ce point.

### **VIII. Plateforme d'accréditation du Label européen d'excellence en matière de gouvernance (ELoGE)**

32. Le Président et le Secrétariat fournissent des informations sur la 9e réunion de la Plateforme d'accréditation ELoGE (20 octobre 2023), comme indiqué dans le rapport de la réunion (document [\[DG-AP\(2023\)9\]](#)). Des accréditations nouvelles ou renouvelées ont été accordées pour gérer ELoGE à l'échelle nationale ou régionale en Bulgarie, Croatie, Chypre, Hongrie, Italie (Friuli, Venezia-Giulia), Espagne (Communauté basque). La Plateforme a également adopté à cette occasion un règlement mis à jour, visant à rendre les procédures internes plus cohérentes et plus simples. Le CDDG prend note de ces informations.

33. Le Secrétariat fait le point sur l'état de la mise en œuvre d'ELoGE en 2023 (document [\[CDDG\(2023\)16\]](#)), qui est désormais appliqué dans une vingtaine de pays. Il présente également une première version du référentiel actualisé ou *benchmark* (document [\[CDDG\(2023\)18\]](#)) reflétant l'adoption de la Recommandation (2023)5 sur les principes de bonne gouvernance démocratique, un nouveau projet de Guide ELoGE (document [\[CDDG\(2023\)20\]](#)), et un nouvel [outil électronique ELoGE](#) en ligne qui simplifie le processus d'auto-évaluation, permettant d'explorer et d'évaluer plus facilement les pratiques de gouvernance des autorités locales. Le CDDG prend note de ces informations et constate avec satisfaction l'augmentation continue du nombre d'Etats participant au programme ELoGE.

34. Le Secrétariat présente également un projet de règlement ELoGE amendé préparé par la Plateforme (document [\[CDDG\(2023\)19\]](#)), pour approbation par le CDDG, qui reflète les changements apportés aux règles internes de la Plateforme et une plus grande flexibilité dans l'attribution des accréditations, c'est-à-dire pour une période de « jusqu'à trois ans ». Le CDDG examine et approuve le règlement intérieur révisé.<sup>4</sup>

### **IX. Activités du Centre d'expertise pour la bonne gouvernance**

35. Le Secrétariat donne un aperçu actualisé général des activités du CEBG, de sa liste actuelle de boîtes à outils (à présent au nombre de 25<sup>5</sup>) et des divers projets de coopération et présente le rapport d'activité annuel du Centre pour 2023 (document [\[CDDG\(2023\)21\]](#)). Le CDDG prend note de ces informations et est heureux d'entendre les délégations intervenant dans l'échange qui suit dire que le soutien du CEBG est très apprécié et loué.

### **X. Rapporteurs du CDDG**

36. Siobhan Smyth (Royaume Uni), l'un des deux rapporteurs sur l'intégration de la dimension de genre, souligne que la gouvernance multiniveaux revêt une importance particulière pour la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes et que, lors de l'élaboration du rapport sur ce sujet (voir point IV), les rapporteurs sur l'intégration de la dimension de genre ont veillé à inclure des références à ce sujet.

<sup>4</sup> See <https://rm.coe.int/eloge-reglement-2784-1441-1784-v-1/1680ad4b86>

<sup>5</sup> Voir [Outils actuels sur la Bonne Gouvernance - Bonne Gouvernance \(coe.int\)](#)

**XI. Questions diverses ; XII. adoption du rapport abrégé**

37. À l'issue des discussions, le CDDG exprime sa gratitude à tous ceux, en particulier les ministres des États membres qui se sont adressés au Comité, les ambassadeurs, les délégations et les fonctionnaires des États, ainsi que le Secrétariat, qui, au cours de ces dix années, ont soutenu et contribué aux travaux du Comité. Cela lui a permis d'obtenir des résultats significatifs dans le domaine de la démocratie et de la gouvernance aux niveaux national, régional et local.

38. Cela devait être mentionné également dans le rapport abrégé, que le CDDG a adopté par la suite, chargeant le Secrétariat d'annexer la liste des réalisations du CDDG depuis sa création (voir ci-dessus, point V "autres activités") aux documents pour examen par le Groupe de rapporteurs du Comité des Ministres sur la démocratie (GR-DEM) lors de sa réunion du 18 janvier 2024.

**ANNEXE 1**  
**LISTE DES PARTICIPANTS**

**MEMBERS / MEMBRES**

**CHAIR / PRESIDENT**

Mr Paul ROWSELL, Head of Governance Reform and Democracy Unit, Department for Levelling Up, Housing and Communities, Local Government & Communities Directorate, Ministry of Housing, Communities and Local Government

**ALBANIA / ALBANIE**

Mr Arbjan MAZNIKU, Minister of State for Local Government

Mr Aldo MERKOÇI, Advisor of the Minister

**ARMENIA / ARMENIE**

Mr Vache TERTERYAN, Deputy Minister of Territorial Administration and Infrastructure, YEREVAN

Ms Armine HOVHANNISYAN, Deputy to the Permanent Representative of Armenia

Ms Monika SIMONYAN, Deputy to the Permanent Representative of Armenia

**AUSTRIA / AUTRICHE**

Mr Peter ANDRE, Ministry of Interior, Senior Expert for Legal Affairs

Ms Alberina MULAJ, Office of the Vienna Provincial Government, Department for European Affairs

**AZERBAIJAN / AZERBAÏDJAN**

Mr Vugar ALIYEV, Head Adviser of the Foreign Policy Department of the Presidential Administration of the Republic of Azerbaijan

**BELGIUM / BELGIQUE**

Mr Grégory STERCK, Attaché, Région de Bruxelles-Capitale, Service public régional de Bruxelles, Bruxelles Pouvoirs Locaux

Mr Edwin LEFEBRE, Deputy Director, Ministry of the Flemish Community, Agency for Home Affairs

M. Xavier KALBUSCH, Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft

**BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE-HERZEGOVINE**

Ambassador Almir ŠAHOVIĆ, Ambassador of Bosnia and Herzegovina to the Netherlands, Ministry of Foreign Affairs of Bosnia and Herzegovina

**BULGARIA / BULGARIE**

Mr Penyo DYAKOV, Chief expert, Department "Administrative-territorial structure", Directorate "Spatial Development and Administrative-territorial Structure", Ministry of Regional Development and Public Works

Mr Mihail VASILEV, State expert, Department "Administrative-territorial structure", Directorate "Spatial Development and Administrative-territorial Structure", Ministry of Regional Development and Public Works

**CROATIA / CROATIE**

Ms Laura HORVAT, Expert Associate, Ministry of Justice and Public Administration / Directorate for Political System and General Administration, Local and Regional Self-Government Sector, Local and Regional Self-Government Supervisory Division

**CYPRUS / CHYPRE**

Mr Antonis ECONOMIDES, Head of the Local Government Directorate, Ministry of Interior

Ms Kyriaki DEMETRIOU, Senior Officer, Local Government Directorate, Ministry of Interior

**CZECH REPUBLIC / REPUBLIQUE TCHEQUE**

Mr Petr FEJTEK, Senior Administrative Advisor, Department for Strategic Development and Coordination of Public Administration, Ministry of Interior

**DENMARK / DANEMARK**

Ms Natasha VOSS PLUM, Senior Advisor, Ministry of the Interior and Health, Department of Public Administrative Law

**ESTONIA / ESTONIE**

Mr Mart UUSJÄRV, Head of Local Government Policy Department, Ministry of Regional Affairs and Agriculture

**FINLAND / FINLANDE**

Mr Markku MÖLLÄRI, Ministerial adviser, Department for Local Affairs and Regional Administration, Ministry of Finance

**FRANCE**

Ms Camille VALENTIN, Rédactrice juridique, Bureau des structures territoriales, Direction générale des collectivités locales, Ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales

**GEORGIA / GEORGIE**

Mr Giorgi DIDIDZE, Head of Department of Regional and Mountainous Areas Development, Ministry of Regional Development and Infrastructure of Georgia

**GERMANY / ALLEMAGNE**

Apologised for absence / Excusé

**GREECE / GRECE**

Mr Georgios CHRYSAFIS, Directorate of Organising and Functioning of Local Government, Ministry of the Interior

Mr Ioannis MATHIOUDAKIS, Head of the Coordination Service, Ministry of Interior

Mr Dimitrios PONTIKAKIS, Directorate of Organising and Functioning of Local Government, Ministry of the Interior

**HUNGARY / HONGRIE**

Mr Barnabás SALLAI, Government Officer for International Relations

**ICELAND / ISLANDE**

Ms Anna Gunnhildur ÓLAFSDÓTTIR, Specialist at the Ministry of Infrastructure, REYKJAVÍK

**IRELAND / IRLANDE**

Ms Louise PURCELL, Assistant Principal, Department of Housing, Local Government and Heritage

**ITALY / ITALIE**

Mr Pierluigi TROMBETTA, Conseiller Diplomatique du Ministre des Affaires régionales et des Autonomies

**LATVIA / LETTONIE**

Ms Agnese PABERZA DRAUDINA, senior expert, Local Government Department, Local Governments Supervision Division, Ministry of Environmental Protection and Regional Development

Ms Fatma FRIDENGERGA, Deputy Director, Legal Department, Riga City Council

Mr Jānis KĀRKLIŅŠ, Ambassador of Latvia

**LITHUANIA / LITUANIE**

Mr Paulius SKARDŽIUS, Senior Adviser, Public Administration and Local Government Policy Group, Ministry of the Interior

**LUXEMBOURG**

Ms Mireille CRUCHTEN, Conseillère, Chargée de direction, Ministère de l'Intérieur, Direction des Affaires communales

**MALTA / MALTE**

Mr Emil VASSALO, Local Government Division, Ministry for National Heritage, Arts and Local Government

**REPUBLIC OF MOLDOVA / REPUBLIQUE DE MOLDOVA**

Mr Igor PȘENICINÎI, Deputy Secretary General of the Government

**MONTENEGRO**

Ms Zorana POPOVIC, Head of Department for eGovernment, Directorate for Local Self-Government, Ministry of Public Administration, digital society and media

**NETHERLANDS / PAYS-BAS**

Mr Thomas ZANDSTRA, Head of the Democracy Department, Democracy and Governance Division, Ministry of the Interior and Kingdom Relations

Ms Elze WIERTZ, Democracy Department, Democracy and Governance Division, Ministry of the Interior and Kingdom Relations

**NORTH MACEDONIA / MACEDOINE DU NORD**

Ms Gordana GAPIKJ-DIMITROVSKA, State Advisor, the Ministry of Information Society and Administration

**NORWAY / NORVEGE**

Ms Nina Britt BERGE, Senior Adviser, Norwegian Ministry of Local Government and Regional Development

**PORTUGAL**

Ms Tânia MOURATO JERONIMO, Head of Department for Cooperation and Financial Affairs, Directorate-General for Local Authorities

**ROMANIA / ROUMANIE**

Mr Mihai Adrian GROȘAN, Head of Department, Ministry of Public Labor, Development and Administration

**SAN MARINO / SAINT-MARIN**

Apologised for absence / Excusé

**SLOVAK REPUBLIC / REPUBLIQUE SLOVAQUE**

Ms Nad'a FIRÁK KURILOVÁ, Director, Self-Government and Foreign Relations Department, Public Administration Section, Ministry of Interior

**SLOVENIA / SLOVENIE**

Mr Jurij MEZEK, Senior Advisor, Ministry of Public Administration, Local Self-Government Service

**SPAIN / ESPAGNE**

Ms Raquel TABARA ANTON, technical councillor, Ministry for Territorial Policy, Subdirección General de Relaciones Internacionales y Europeas

**SWEDEN / SUEDE**

Mr Lars KARLANDER, Desk Officer, Local Government Division, Ministry of Finance

**SWITZERLAND / SUISSE**

Mr Bertrand BISE, Chef suppléant de l'unité Projets législatifs I, Département fédéral de justice et police DFJP, Office fédéral de la justice OFJ, Domaine de direction Droit public

**UKRAINE**

Mr Vitaliy BEZHIN, Member of the Parliament of Ukraine, Chair of the Subcommittee on administrative and territorial set-up and local self-government of the Parliamentary Committee on Organisation of State Power, Local Self-Government, Regional Development and Urban Planning

Ms Oksana PAVLIUK, Head of the Unit for local self-government development and cooperation with Council of Europe institutions of the Department for local self-government development, territorial organisation of power and administrative-territorial structure Ministry for Communities, Territories and Infrastructure Development

**UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI**

Ms Siobhan SMYTH, Co-Deputy Head of Governance Reform and Democracy Unit, Governance Reform and Democracy Unit, Department for Levelling Up, Housing and Communities, Local Government & Communities Directorate, Ministry of Housing, Communities and Local Government

Ms Kirsty BROWN, Policy Advisor, Governance Reform and Democracy Unit, Department for Levelling Up, Housing and Communities, Local Government & Communities Directorate, Ministry of Housing, Communities and Local Government

**PARTICIPANTS****COMMITTEE OF MINISTERS / COMITE DES MINISTRES**

Ambassador Svetlana GELEVA, Chair of the GR-DEM (Rapporteur Group of the Ministers' Deputies on Democracy), Permanent Representative of North Macedonia to the Council of Europe

**PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE COUNCIL OF EUROPE / ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE**

Mr Armen GEVORGYAN, General Rapporteur on Local and Regional Authorities, Member of the Social, Health and Sustainable Development Committee

**CONGRESS OF LOCAL AND REGIONAL AUTHORITIES OF THE COUNCIL OF EUROPE / CONGRES DES POUVOIRS LOCAUX ET REGIONAUX DU CONSEIL DE L'EUROPE**

Mr Mathieu MORI, Secretary General of the Congress

Mr Roman CHLAPAK, Secretary of the Governance Committee

**CONFERENCE OF INGOS OF THE COUNCIL OF EUROPE / CONFERENCE DES OING  
DU CONSEIL DE L'EUROPE**

Mr Gerhard ERMISCHER, Chair of the INGOS Conference

Mr Christoph SPRENG, Representative of the INGOS Conference to the CDDG, Initiatives  
of Change-International

**OTHER PARTICIPANTS / AUTRES PARTICIPANTS**

**HOLY SEE / SAINT-SIEGE**

Mr Thierry RAMBAUD, Professeur des Universités/Avocat à la Cour, Mission du Saint-  
Siège auprès du Conseil de l'Europe

**OBSERVERS / OBSERVATEURS**

**ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT (OECD) /  
ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES  
(OCDE)**

Ms Bianca BRETECHE, Deputy Head of Programme, OECD/SIGMA

**COUNCIL OF EUROPEAN MUNICIPALITIES AND REGIONS (CEMR) /  
CONSEIL DES COMMUNES ET REGIONS D'EUROPE (CCRE)**

Apologised for absence / Excusé

**GUEST SPEAKERS / INTERVENANTS**

Mr Rastislav KUŽEL, MEMO 98, Slovakia

Prof. Dr. Alexander BALTHASAR, Vice-President Western Europe, International Institute  
of Administrative Sciences, Austria

**SECRETARIAT**

**Secretariat of the CDDG / Secrétariat du CDDG**

Ms Alina TATARENKO – Head of the Democratic Governance Division / Secretary of the  
CDDG / Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Directorate General of  
Democracy and Human Dignity

Mr Christophe SPECKBACHER, Administrator – Democratic Governance Division /  
Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Directorate General of  
Democracy and Human Dignity

Ms Isabelle ETTER, Assistant

**Other Secretariat participating in the meeting / Autre Secrétariat participant à la réunion**

Ms Claudia LUCIANI, Director of Human Dignity, Equality and Governance / Directorate General of Democracy and Human Dignity

Mr Daniel POPESCU, Head of Democracy and Governance Department / Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Directorate General of Democracy and Human Dignity

Mr Niall SHEERIN, Administrator – Democratic Governance Division / Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Directorate General of Democracy and Human Dignity

Ms Mary Ann HENNESSEY, Head of the Democratic Innovation Division / Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Directorate General of Democracy and Human Dignity

Mr Kristian BARTHOLIN, Secretary of the Committee on Artificial Intelligence, Directorate General of Human Rights and Rule of Law

**Interpreters / Interprètes**

Mr Jean-Jacques PEDUSSAUD

Ms Clarissa WORDSDALE

Ms Remy JAIN

**ANNEXE 2**  
**ORDRE DU JOUR**

<b>1.</b>	<b>OUVERTURE DE LA RÉUNION ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR</b>
<b>2.</b>	<p><b>SUIVI DU 4e SOMMET</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Ambassadrice Svetlana GELEVA, Présidente du Groupe de rapporteurs sur la démocratie du Comité des Ministres</li> <li>• Claudia LUCIANI, Directrice de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance</li> <li>• Mathieu MORI, Secrétaire général du Congrès <a href="#">Résolution 493(2023) - Priorités, procédures de travail et structures révisées du Congrès</a></li> <li>• <b>Échange de vues</b></li> </ul>
<b>3.</b>	<p><b>INFORMATIONS DU PRÉSIDENT</b> 26e Réunion du Bureau (19-20 octobre 2023)</p>
<b>4.</b>	<p><b>PLAN DE TRAVAIL DU CDDG 2023</b></p> <p><b>LA GOUVERNANCE MULTINIVEAUX</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• OCDE-SIGMA Principes d'administration publique : Bianca BRÉTÉCHÉ, cheffe adjointe du programme SIGMA Principes de l'administration publique <a href="#">Présentation</a></li> <li>• Révision du manuel du CDCJ "<a href="#">L'administration et vous</a>"</li> <li>• Rapport sur la réunion informelle (28 juin) et la 3e réunion (21-22 septembre) du groupe de travail sur la gouvernance (GT-G) ; résultats du questionnaire GT-G et projet de rapport sur la gouvernance multiniveaux : Peter ANDRE (Autriche), Président</li> <li>• <b>Discussion, en vue de l'approbation finale</b>, du projet de rapport sur la gouvernance multiniveaux</li> </ul> <p><b>L'ADMINISTRATION PUBLIQUE VERTE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapport sur la réunion informelle (27 juin) et la 3e réunion (2-3 octobre) du groupe de travail sur l'administration publique verte (GT-A) ; résultats du questionnaire GT-A et projet de rapport sur l'administration publique verte : Markku MÖLLÄRI (Finlande), Président</li> <li>• <b>Discussion, en vue de l'approbation finale</b>, du projet de rapport sur l'administration publique verte</li> </ul> <p><b>Échange et propositions des membres</b> sur les moyens de promouvoir les rapports susmentionnés</p> <p><b>AUTRES POINTS DU PLAN DE TRAVAIL 2023</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Informations fournies par le Secrétariat</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Travaux réalisés au cours de la période biennale 2022-2023 et aperçu des réalisations (avril 2014-novembre 2023)</li> <li>- Recommandation sur les principes de bonne gouvernance démocratique (et son exposé des motifs)</li> <li>- Recommandation sur la démocratie délibérative, toutes deux adoptées lors de la 1473e réunion des Délégués des Ministres, le 6 septembre 2023</li> <li>• <b>Tour de table - information des membres</b> sur les actions prévues pour soutenir la mise en œuvre de ces nouveaux instruments (traduction, diffusion)</li> <li>• <b>Discussion et points de vue des membres</b> sur la mise en œuvre des activités</li> </ul>
5.	<p><b>ACTIVITÉS SUR LA DÉMOCRATIE ET LA GOUVERNANCE</b></p> <p><b>COMITÉ DES MINISTRES ET AUTRES INSTANCES DU CONSEIL DE L'EUROPE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Activités sous la <b>présidence lettone</b> (mai-novembre 2023) : Conférence sur la bonne gouvernance démocratique (mai 2023 à Riga) ; réunion informelle du 14 septembre sur l'impact potentiel des réalités immersives telles que le Metaverse, sur les droits de l'homme, l'État de droit et la démocratie. Présentation par Jānis KĀRKLIŅŠ, Ambassadeur de Lettonie.</li> <li>• Priorités de la <b>présidence du Liechtenstein</b> (novembre 2023 - mai 2024) : présentation par le représentant permanent ou le secrétariat.</li> <li>• <b>Échange de vues</b></li> </ul> <p><b>Comité de l'intelligence artificielle</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Échange de vues avec le représentant de la CAI sur l'état d'avancement du projet de convention sur l'IA et sa pertinence pour la bonne gouvernance démocratique et le fonctionnement des institutions démocratiques</li> <li>• <a href="#">Commentaires du CDDG sur l'avant-projet consolidé de convention-cadre sur l'intelligence artificielle préparé par la CAI</a></li> </ul> <p><b>CINGO</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Echange de vues</b> avec Gerhard ERMISCHER, Président de CINGO</li> </ul> <p><b>Conclusions de la 11<sup>e</sup> édition du Forum mondial de la démocratie 2023</b> (6-8 novembre) et contribution du CDDG ; informations sur la première consultation du Secrétaire général avec la société civile (15 septembre)</p>
6.	<p><b>PARTAGER L'EXPÉRIENCE POUR PROMOUVOIR LA BONNE GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE</b></p> <p><b>Échange de vues avec des hauts fonctionnaires</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Arbjan MAZNIKU, Ministre d'État chargé des collectivités locales, Albanie</li> <li>• Vitaliy BEZHIN, Membre du Parlement ukrainien, Président de la sous-commission sur l'organisation administrative et territoriale et l'autonomie locale de la commission parlementaire sur l'organisation du pouvoir d'État, l'autonomie locale, le développement régional et l'urbanisme, Ukraine</li> <li>• <b>Questions et commentaires</b> des membres du CDDG</li> </ul>

	<p><b>Développements actuels dans les Etats membres : contributions</b> des membres du CDDG (tout au long de la réunion)</p> <p><b>Activités de l'Institut international des sciences administratives</b> : Alexander BALTHASAR, Vice-président Europe de l'Ouest</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Présentation</li> <li>• <b>Questions et commentaires</b> des membres du CDDG</li> </ul>
7.	<p><b>EXAMEN DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA RECOMMANDATION CM/Rec (2017)5 SUR LE VOTE ÉLECTRONIQUE ET DES LIGNES DIRECTRICES CM SUR LES TIC DANS LE PROCESSUS ÉLECTORAL, CONFÉRENCE SUR LE VOTE ÉLECTRONIQUE ET L'UTILISATION DES TIC</b> : résultats de la conférence du 16 juin 2023, Strasbourg.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Présentation des résultats du questionnaire et de la conférence « Vote électronique et utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les élections : faire le point et aller de l'avant » du 16 juin 2023 : Rastó KUŽEL, expert du Conseil de l'Europe</li> <li>• Commentaires et informations complémentaires des délégations du CDDG, y compris: <ul style="list-style-type: none"> <li>- sur l'état de l'utilisation du vote électronique et des moyens TIC</li> <li>- défis et solutions pour la mise en œuvre de la CM/Rec(2017)5</li> <li>- points de vue sur les prochaines étapes et les initiatives possibles</li> </ul> </li> </ul>
8.	<p><b>PLATEFORME D'ACCREDITATION DU LABEL EUROPEEN D'EXCELLENCE EN MATIERE DE GOUVERNANCE (ELOGE)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapport sur la 9e réunion de la Plateforme d'accréditation ELoGE (20 octobre 2023)</li> <li>• Progrès et mise en œuvre d'ELoGE en 2023</li> <li>• Mise à jour des règlements et du référentiel ELoGE 2023 : pour information</li> <li>• Projet de guide ELoGE : pour information</li> <li>• Règlement intérieur révisé de la plateforme ELoGE : <b>pour adoption</b></li> </ul>
9.	<p><b>CENTRE D'EXPERTISE POUR LA BONNE GOUVERNANCE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Activités, boîtes à outils et projets de coopération du CEGG</li> <li>Rapport d'activité annuel</li> </ul>
10.	<p><b>RAPPORTEURS DU CDDG</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Informations sur l'intégration de la dimension de genre, la démocratie et la technologie, les questions sociales</li> </ul>
11.	<p><b>QUESTIONS DIVERSES</b></p>
12.	<p><b>ADOPTION DU RAPPORT ABRÉGÉ</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Décision</b> du CDDG</li> </ul>